L'ABEILLE.

Journal public de l'Etat, du Commerce général, de la Navigation et des Transactions maritimes.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLÉANS

VENDREDI MATIN, 15 DECEMBRE 1837.

Nominations faites par le Gouverneur de Paris et sous le gouvernement du Sénat.

M. Henry Carbery, juge de la Cour Supérieure, en remplacement de l'honorable George Mathews, décédé.

Réjouissances en commémoration de la prise de Constantine.

Tous les bâtimens français qui sont dans le port de la Nouvelle-Orléans se paroissèrent aujourd'hui en signe salve d'artillerie sous trois à midi précis à bord de la goélette Bordelaise, au milieu du fleuve, en commémoration de la victoire remportée par l'armée française, devant Constantine, et la prise de cette importante forteresse.

A partir de midi, le même bâtiment tirera de quart d'heure en quart d'heure un coup de canon en signe de regret qu'éprouvent les Français maintenant en cette ville de la perte du brave général Damremont, qu'un boulet a enlevé pendant l'assaut du 12.

Les Etats Unis et le Mexique.

Nous apprenons d'une source positive que le gouvernement mexicain Mexicain, enregistré à M. S. Cucullu, Lapeyre & compagnie, déposera, ce matin, et qui était en chargement pour la Havane, a été brûlé hier par le consul mexicain, et a été à la veille sur lieu, avec des dépêches de charge d'affaires du gouvernement de Washington. Cette mesure amènera qui nous paraît d'une nature assez grave, a jeté quelque trouble dans l'esprit des négociants de cette place et généralement parmi tous ceux qui ne sont en de la politique tant intérieure qu'étrangère. Quelle est la nature de ces dépêches? Quelle sorte de communications le ministre mexicain peut-il avoir, ainsi à son gouvernement? Telles sont les questions que tout le monde s'adresse ici dans la soirée et tous que la pensée s'est portée sur le dernier message du président et les recommandations que l'autorité de la nation adresse aux deux chambres du congrès, on en est venu à la conclusion que les ouvres s'entendraient de plus en plus entre les Etats-Unis et la république voisine; qu'une guerre désormais est inévitable; en un c'est dans la vue de préparer cette puissance à toute hostilités qui vient infailliblement s'ouvrir que des dépêches ont été expédiées avec tant de précipitation de Washington et qu'elles aient parties pour ainsi dire, dès après leur arrivée en cette ville pour le port de Tampico.

Quant à nous, nous ne voyons rien dans le message qui annonce de la part du président l'intention ou le dir d'agir avec violence, ou même avec sévérité à l'égard des mexicains pour les forcer à rendre à notre commerce la réparation qu'il en attend depuis long-temps. Le président est parfaitement convaincu que le gouvernement actuel de Mexico, n'est pas coupable des actes oppressifs exercés envers les citoyens américains par celui qui l'a précédé; et que le vœu bien exprimé du général Bustamente est d'en venir à un arrangement amical, et de liquider la créance d'une manière satisfaisante et honorable aux deux nations. Le message par lui même n'explique donc pas suffisamment à notre idée la précipitation qui règne dans l'envoi des dépêches; nous ne pouvons l'interpréter que comme une conséquence de ce qui se sera passé à huis clos dans le cabinet de Washington ou des premières mesures que le congrès général aura adoptées relativement à la partie du message qui concerne nos affaires avec le Mexique.

Ce que nous sommes disposés à croire, c'est que ces dépêches sont d'une nature très importante; mais quant à l'idée d'une guerre entre les deux puissances, nous n'y croyons pas; car si des hostilités devaient s'ouvrir, et si les documens officiels du ministre mexicain en font part, celui-ci probablement aurait demandé ses passeports et ne serait mis en route pour Mexico. Nous recevrons probablement par un des prochains courriers des renseignemens qui nous donneront la clef de cette énigme.

Sur le vote du Gouverneur relatif à la distribution du Excédent du revenu.

Lorsque cette question fut agitée à la dernière législature, nous n'avions pas craint de faire envisager les inconvéniens d'une subdivision de l'excédent du revenu, et nous n'avions pu nous rendre compte des motifs qui avaient porté nos législateurs à l'adoption d'un mode qui ne nous semblait n'incider en rien avec le but que s'était proposé le gouvernement général. En effet, le principe d'équité qui avait suggéré au président Jackson l'idée de faire rentrer vers leur source les nombreux millions qui se trouvent excéder les besoins publics, tendait évidemment au soulagement du peuple, et non à la dilapidation de ces deniers. Or, le résultat de la loi que rejette aujourd'hui le gouverneur de l'Etat de la Louisane n'était été autre qu'un gaspillage organisé, qui aurait amené le peuple à gémir un jour d'une disposition, en son principe toute paternelle. On a voulu échelonner cette répartition des fonds publics entre les divers Etats comme une restitution, tandis qu'effectivement ce n'était qu'un dépôt, ou pour mieux dire un prêt; et il devenait dès lors indispensable de s'y prendre de telle sorte que ce prêt fût autant que possible utilisé; sans que pourtant le remboursement en fût jamais une surcharge pour le peuple. Ce n'était pas mon plus concilier l'objet qu'il devenait possible de le rendre un jour disponible, et pourtant ce vice de la loi n'est pas celui dont les conséquences soient les moins graves, puisque il nerveliez à l'arbitraire le plus odieux dans un gouvernement populaire celui de mettre le peuple à la merci du trésorier, auquel est attribué le droit de réclamer des sursaces pour subvenir au remboursement de dessus dont les citoyens n'auront eu ni la disposition ni la jouissance. C'est ce que le gouverneur fait ressortir de la manière la plus raisonnables nous ne saurions croire que son raisonnement ne porte point la conviction dans l'esprit de nos législateurs. Mais, s'il est odieux pour le peuple de se voir en butte à des exactions, quand l'astuce dans les rues du gouvernement général du tel procurer des soulagemens, c'est il moins de voir livrer à l'arbitraire des sommes dont la responsabilité pèse sur lui, sans aucune compensation même apparente. Le gouverneur fait sentir à quel péril on s'expose, en chargeant les jurys de police de l'emploi des $668,000 affectées à la Louisiane; et il en demande qu'elle part aura la peuple dans cette confié que l'on prépare sans autre but sans doute que de se débarrasser plus promptement d'un trésor inquiétant.

L'origine de ces fonds est évidemment dans la part d'impôts qu'a payée chaque individu; et le gouvernement général ne s'est même pas dissimulé l'impossibilité d'atteindre à cet égard une répartition équitable. Aussi, le général Jackson a-t-il exprimé le regret d'avoir précipité cette mesure dont il prévoyait les embarras, et peut-être l'antipathie pour le peuple qu'il avait en seul en vue en la proposant. Il semblait que dans l'Etat des choses, le suffisamment de nos législateurs aurait dû se porter sur le bien général, et que l'esprit de localités, toujours étroit, toujours égoïste, l'aurait oblé dans une circonstance où il devenait possible de préparer de grandes améliorations avec de grands moyens. La Louisiane, quelque précipice qu'elle soit, est loin d'être à son apogée; et la prospérité qu'oppose la nature des lieux au développement des avantages que lui assure la nature de son sol, réclament, pour être applaudie, des travaux et des soins dont on trouvait le gage assuré, dans cette même somme de $600,000 qui pouvait ainsi profiter à tous, au lieu d'être perdue pour presque tous. Si l'on considère le peu d'aptitude des jurys de police à déterminer de nos législateurs aurait dû se porter sur le bien général, et que l'esprit de localités, toujours étroit, toujours égoïste, l'aurait oblé dans une circonstance où il devenait possible de préparer de grandes améliorations avec de grands moyens. La Louisiane, quelque précipice qu'elle soit, est loin d'être à son apogée; et la prospérité qu'oppose la nature des lieux au développement des avantages que lui assure la nature de son sol, réclament, pour être applaudie, des travaux et des soins dont on trouvait le gage assuré, dans cette même somme de $600,000 qui pouvait ainsi profiter à tous, au lieu d'être perdue pour presque tous. Si l'on considère le peu d'aptitude des jurys de police à déterminer

M. Bonnier fait part qu'il présentera demain un bill pour modifier les diverses lois relatives à la Compagnie du chemin de fer de Nouvelle-Orléans à Carrollton.

M. Labauve donne également avis qu'il présentera demain un tout autre jour un bill pour modifier l'acte concernant la compagnie du chemin de fer de Nouvelle-Orléans à l'Assomption.

M. Schmidt informe le Sénat qu'il interpellera demain pour obtenir l'acte qui établit un système de circuit dans le troisième et dans le huitième district judiciaire.

M. Wirt annonce qu'il présentera également demain un bill ayant pour objet de modifier les lois relatives aux rentes et charges et le actes d'ordonner l'acte qui établit le mode d'élection de juré de huissier de la paroisse des Rapides.

M. Winn, conformément à l'avis qu'il en a donné, introduit un bill accordant une indemnité à Mr. E. K. Wilson pour services, par lui rendus à l'Etat. Ce bill subit sa première lecture.

Le président transmet au Sénat une communication de la banque de la Louisiane contenant un tableau de l'état des affaires de cette institution.

Le Sénat procède à la seconde lecture de la résolution de la Chambre, qui nomme un comité chargé de dresser un projet de loi relatif à la représentation de l'Etat.

M. Sowe se propose de remplir le blanc de la résolution par le mot "six" et que deux sénateurs, soient choisis pour composer le comité de la part du Sénat dans chacun des trois districts congressionnels de l'Etat.

M. Labauve évalue ce chiffre trop élevé. Si la comité est composé de six membres, il est possible que le quorum du Sénat soit détruit dans nombre de cas, surtout lorsqu'il arrivera que le comité général néglige les des séances de quatre branches de la Législature. Il est très rare que le Sénat soit au grand complet, et il est à la même manière, en raison de la consume établie qui veut que dans les comités réunis la Chambre ait plus de membres que l'autre branche législative, il pourvoit cependant que le Sénat fasse représenter convenablement les diverses sections du pays. En prenant donc deux sénateurs dans chaque district congressionnel le but serait rempli.

M. Bonnier ignore qu'il ne voit pas d'autre manière d'arranger la chose plus équitablement. Du reste, il s'en rapportera à ce sujet à l'opinion du Sénat.

La question de M. Bonnier est mise aux voix et décidée dans l'affirmative.

A la demande de M. Labauve, le Sénat s'étant dispensé de suivre les règlemens, la résolution subit sa troisième lecture et passe. Le président, de l'avis du Sénat, nomme Mrs. Hoa et Tête, du premier district congressionnel, Mrs. Penn et Scott, du second district, et Mrs. Bonnier et Olivier du troisième district, pour composer le conseil de la part du Sénat.

Une seconde lecture est faite de la résolution présentée par M. Winn à la séance précédente, nommant huit comités du Sénat pour examiner la situation des affaires des diverses banques de l'Etat. Cette résolution est adoptée avec plusieurs modifications, l'une par M. Ducros, pour donner à chacun des membres de la Législature la droit de s'adjoindre aux comités dans l'examen qu'ils feront; la seconde par M. Johnson, pour que les comités aient le droit de s'adjoindre tous les tiers personnes qu'ils jugeront nécessaire de choisir; la troisième, de M. Winn, pour retrancher du corps de la résolution la clause qui donne à chacun des comités le privilège de visiter toutes les autres banques que les deux qui sont désignées pour leur enquête respective.

Le Sénat s'étant dispensé de suivre les règlemens relatifs à la résolution ainsi modifiée passe.

Le Sénat s'ajourne pendant quelques instans à huis clos pour s'occuper d'affaires exécutives, après quoi,

La séance est levée.

Chambre des Représentans.

Présidence de M. Walker.

Séance du 14 décembre.

M. Phelps propose que le comité nommé au sujet de la formation d'une nouvelle paroisse dans celles de Catahoula et de Ouachita soit autorisé à faire son rapport par bill ou autrement—Adopté.

M. Ratliff introduit une résolution requérant le bureau des travaux publics de présenter un tableau détaillé des sommes reçues et dépensées par lui depuis l'époque de sa création, ensemble un tableau des améliorations publiques commencées ou achevées.

M. Broxeale donne avis qu'il introduira un bill pour étendre le droit de suffrage et pour d'autres objets.

M. Cutler annonce qu'il présentera très incessamment un bill concernant les juges de paroisse suivant avis donné; M. Lewis présente un bill pour accorder à E. S. Ferguson, de la paroisse de St. Landry le privilège de tenir un bac sur le bayou Crocodile. La chambre s'étant dispensée de ses règlemens ce bill subit une seconde et une troisième lecture et passe.

A la demande de M. Poydras, la chambre se dispense de ses règlemens, et de membre introduit un bill concernant les limites de la paroisse de la Pointe-Coupée, et pour incorporer l'Asyffe Poydras, de la Pointe-Coupée.

M. Morgan donne avis qu'il introduira un bill pour changer l'époque de session de la Cour de District du 1me district judiciaire et un autre bill pour amender le code de procédure.

M. Poydras annonce également qu'il présentera incessamment un bill pour appropriér une certaine somme d'argent à la levée dite "le raccourci" dans la paroisse de la Pointe-Coupée.

La chambre se dispense de ses règles, et le même membre présente un bill pour ayant à l'absence des juges de paroisse dans certaine cas. A la demande de M. Patin ce bill est référé au comité du judiciaire.

M. Wadsworth donne avis qu'il introduira un bill pour modifier les diverses lois relatives à la ville de la Nouvelle-Orléans, et particulièrement l'acte du 8 mars 1827.

La séance est levée.

CANADA.—L'estafette arrivée hier nous fournit des dates de Montréal du 2 du courant. Les nouvelles que nous recevons ne nous parviennent que par l'entremise des feuilles royalistes, aussi portent-elles le caractère de l'exagération la plus outrée.

D'après le Courier, la victoire remportée par les troupes du gouvernement sur les patriotes, à Saint-Charles, fut plus complète qu'on ne l'avait dit: le carnage fut si grand dans cette affaire, que l'on n'en a publié aucun détail. Cependant le Courier fait monter la perte essuyée par les insurgés à 500 hommes tués par le plomb, le feu et l'eau.

Le Transcript de Montréal, de son côté, dit que le général Brown ayant déployé les drapeaux qu'il avait lui même arborés, a été arrêté par son propre parti. Il fut décidé d'abord qu'on le ferait juger par une cour martiale, et qu'ensuite on le fusillerait; mais le général ayant protesté de son innocence, et annoncé qu'il ne partait que pour aller chercher des secours pour l'armée, on le fouilla et on trouva sur lui une somme d'environ $ 3,000, ce qui confirma les soupçons que l'on avait qu'il trahissait indignement la cause libérale. On s'empara de cet argent, et Brown fut honteusement renvoyé.

N'ous ne croyons pas un mot de ce rapport.

Le *Herald*, néanmoins, quoique feuille royaliste, annonce que les révoltés organisent des levées considérables de monde dans le nord de la ville, qu'ils construisent des fortifications et qu'ils ont l'air de vouloir en venir à une affaire avec les forces de la reine. Seulement ce journal le bruit aurait couru que le maître des postes, à Vaudreuil, s'était joint au camp des patriotes et qu'il fût à diguen fait.

Un négociant du port dit tenir de la compagnie du chemin à essil ses et de la banque d'Aiexandrie, a été pris et tué. Six matons, il a été ordonné qu'il en serait fait de même à 250 exemplaires, ainsi que des documents et correspondances avec le comité de département de la marine, qui contenaient des détails sur cette chambre les causes réelles de ses troubles.

L'ordre intérieur laisse à désirer, par M. Whittlesey, de l'Ohio, que l'orateur ne soit plus maintenant à la disposition des comités permanens de la chambre, soutint qu'il était impossible qu'il pût se consacrer à ses devoirs d'une manière convenable.

M. Everett, de Vermont, dit, qu'à son opinion, cette question méritait être remise jusqu'à nouvel ordre. Il avait été décidé qu'un ordre fut introduit que les comités ne pourraient siéger pour la place au moment de nommer les orateurs. Il remarquait que c'était une erreur. Plusieurs membres qui jusqu'ici n'avaient été des membres très actifs de comités, se disent par encore arrivés. Il espérait que cet ordre serait remis à un autre jour.

M. Everett fit la motion de remettre la considération de cet ordre jusqu'à demain.

La question est négative.

Les campagnes des Floridas.

La députation de M. Underwood fut prise en considération.

Ricord, que le secrétaire de la guerre soit prévenu de présenter au congrès, des copies de tous les rapports et renseignemens donnés aux commandans en chef des forces de la Floride, l'autorisant à lever des troupes; un de prendre ses services des volontaires, pour arrêter les hostilités des indiens; et que le secrétaire spécifie quelle sont les meilleurs places pour se procurer les approvisionnemens nécessaires, le nombre de ces indiens, les tribus aux quelles ils appartiennent, la durée de leurs services, et le montant de leur paie; et que le secrétaire donne connaître le nombre de volontaires qui ont été employés dans le service, pour continuer à la guerre en Floride.

M. Briggs, amende la dite résolution, en y ajoutant ce qui suit:

Que nonobstant de toutes les dépenses encourues, et le nombre de toutes les troupes employées, depuis le commencement de la guerre."

M. Underwood accepte cet amendement, et la résolution, ainsi amendée, est adoptée.

M. Carter, du Tennessee, fit la motion que la partie du message du président, relative à l'établissement d'un arsenal sur les eaux de l'Ouest, soit référée à un comité spécial.

L'orateur fit voir que la motion n'était pas pour le moment à l'ordre, le message du président ayant été référé à un comité général; mais serait à l'ordre dans le comité spécial.

L'orateur présente une ou deux autres communications de peu d'intérêt, puis

La séance est levée.

FRANCE.

NOUVELLES DIVERSES.

—Prétendu vrais de guerre ont été enfin affectés à la surveillance de la pêche de la baleine dans les mers que fréquentent le plus particulièrement nos navires baleiniers. Le frégate la *Vénus*, commandée par M. Dupetit-Thouars, fait déjà de rapides à dans l'océan Pacifique par le brick *l'Alerte*, parti de Toulon pour croiser dans les mers du Sud; et pendant que la corvette l'*Héroïne*, commandée par M. Cécile, capitaine de frégate, parcourra les îles où, dans son premier voyage, elle a fait un grand accueil aux bâtimens de pêche, la *Vénus* et l'*Alerte* continueront à explorer les parages où leur présence pourra devenir le plus utile à nos capitaines baleiniers.

Journal du Havre.

On écrit de Marseille, le 16 octobre:

"La santé publique est tout à fait rétablie; on n'a enregistré samedi que dix décès, et hier que six, sans qu'on en ait attribué un seul au choléra.

Obsèques de la reine Hortense.

On écrit d'Arenenberg, 18 octobre:

"Hier ont été célébrées les obsèques de la reine Hortense. A neuf heures du matin le clergé d'Ermatingen, ayant à sa tête l'abbé de Reutlingen, célébra le convoi du cercueil, qui avait été placé dans le corps. Le cortége s'est mis en marche. Derrière le catafalque, au drame duquel brillait la couronne royale, le prince Napoléon-Louis marchait le premier et seul, opposant à la douleur un mâle courage; mais traînaient, par la faiblesse de ses traits, les angoisses de son cœur.

"Devant le cercueil, marchaient les trois serviteurs de la reine qui, partis de France avec elle, l'ont servie pendant l'exil avec le même amour que dans la prospérité. Après ces personnes venaient et les parens, les amis de la famille, et les habitans de la contrée, parmi lesquels on pouvait remarquer un grand nombre de prêtres catholique, les députés à la Diète fédérale, les députations envoyées par le gouvernement du canton de Turgovie et de la ville de Constance, et une foule innombrable de curieux de toutes les classes, non pour satisfaire une vaine curiosité, mais pour remplir un devoir imposé par la reconnaissance et le respect.

"Au bout d'une heure, le cortége est arrivé à l'église d'Ermatingen. L'abbé Nicolai, professeur au collége de Constance, a prononcé une courte oraison funèbre dans laquelle il a rappelé les événemens d'une vie si pleine et si agitée. Ces événemens et ces images, reproduits en traits rapides et colorés, on fait une impression profonde.

"Le service a commencé, et les chants religieux et sublimes du *Requiem* de Mozart se mêlaient aux prières des ministres du culte, ont porté au plus haut degré dans toutes les âmes le sentiment de la douleur la plus véritable peut-être. Après deux heures consacrées à ces saintes cérémonies, le cortége funèbre a quitté l'église, et s'est remis en marche pour retourner à Arenenberg.

"Le cercueil a été renfermé dans la chapelle du château jusqu'au moment où il doit en sortir pour toujours. On attend la réponse du gouvernement français à la demande qui lui a été adressée pour répondre aux vœux exprimés par la reine mourante. Elle a désiré être déposée à Rueil, auprès de la mère de l'impératrice Joséphine, sa mère. Cet espoir, qui a soutenu et adouci ses derniers momens, sera-t-il déçu?"

—Il a été demandé au ministère la permission de déposer les restes mortels de la duchesse de Saint-Leu à Rueil, à côté de ceux de sa mère, l'impératrice Joséphine. Cette permission a été tout de suite accordée, et les passeports nécessaires ont été immédiatement délivrés.

JOURNAL DU SENAT
DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

SECONDE SESSION DE LA TREIZIEME LEGISLATURE.

MARDI, 12 déc. 1837.

Le Sénat s'est assemblé conformément à l'ajournement.

Membres présents: MM. Ch. Derbigny, président; Bossier, Briscoe, Garcia, Hoa, Johnson, Lewis, Labauve, Olivier, Penn, Armant, Porche, Scott, Winn, Ducros et Dupré.

Un message écrit du Gouverneur a été apporté par M. E. Forstall, son secrétaire intime.

M. Hoa a présenté les résolutions suivantes:

Résolu par le sénat et la chambre des Représentans réunies en assemblée générale: que le message du Gouverneur, ainsi que toutes les pièces et tous les documens relatifs à la situation financière (currency) soient référés à un comité réuni, composé de cinq membres permanent de chaque branche de la législature, et que le comité réunis soient revêtus de tous les pouvoirs nécessaires pour examiner strictement ce sujet imp rtant. Il est de plus résolu que ledit comité réuni soit autorisé à examiner sous serment la situation respective de toutes les banques, de correspondre avec leurs présidents et caissiers, d'examiner et faire prêter serment, de faire comparaître toutes personnes et se faire délivrer tous documens, et de faire généralement tout ce que ledit comité croira nécessaire et convenable pour arriver à la connaissance profonde de la situation vraie et positive de toutes banques; et que ledit comité soit aussi autorisé à faire imprimer, par l'imprimeur de l'Etat, tous les documens qu'il croira utiles pour l'exercice de ses fonctions et adopté avec plusieurs modifications, l'une par M. Ducros, pour donner à chacun des membres de la Législature la droit de s'adjoindre aux comités dans l'examen qu'ils feront; la seconde par M. Johnson, pour que les comités aient le droit de s'adjoindre tous les tiers personnes qu'ils jugeront nécessaire de choisir; la troisième, de M. Winn, pour retrancher du corps de la résolution la clause qui donne à chacun des comités le privilège de visiter toutes les autres banques que les deux qui sont désignées pour leur enquête respective.

Le Sénat s'étant dispensé de suivre les règlemens relatifs à la résolution ainsi modifiée passe.

Le Sénat s'ajourne pendant quelques instans à huis clos pour s'occuper d'affaires exécutives, après quoi,

La séance est levée.

Chambre des Représentans.

Présidence de M. Walker.

Séance du 14 décembre.

M. Phelps propose que le comité nommé au sujet de la formation d'une nouvelle paroisse dans celles de Catahoula et de Ouachita soit autorisé à faire son rapport par bill ou autrement—Adopté.

M. Ratliff introduit une résolution requérant le bureau des travaux publics de présenter un tableau détaillé des sommes reçues et dépensées par lui depuis l'époque de sa création, ensemble un tableau des améliorations publiques commencées ou achevées.

M. Broxeale donne avis qu'il introduira un bill pour étendre le droit de suffrage et pour d'autres objets.

M. Cutler annonce qu'il présentera très incessamment un bill concernant les juges de paroisse suivant avis donné; M. Lewis présente un bill pour accorder à E. S. Ferguson, de la paroisse de St. Landry le privilège de tenir un bac sur le bayou Crocodile. La chambre s'étant dispensée de ses règlemens ce bill subit une seconde et une troisième lecture et passe.

A la demande de M. Poydras, la chambre se dispense de ses règlemens, et de membre introduit un bill concernant les limites de la paroisse de la Pointe-Coupée, et pour incorporer l'Asyffe Poydras, de la Pointe-Coupée.

M. Morgan donne avis qu'il introduira un bill pour changer l'époque de session de la Cour de District du 1me district judiciaire et un autre bill pour amender le code de procédure.

M. Poydras annonce également qu'il présentera incessamment un bill pour appropriér une certaine somme d'argent à la levée dite "le raccourci" dans la paroisse de la Pointe-Coupée.

La chambre se dispense de ses règles, et le même membre présente un bill pour ayant à l'absence des juges de paroisse dans certaine cas. A la demande de M. Patin ce bill est référé au comité du judiciaire.

M. Wadsworth donne avis qu'il introduira un bill pour modifier les diverses lois relatives à la ville de la Nouvelle-Orléans, et particulièrement l'acte du 8 mars 1827.

La séance est levée.

CANADA.—L'estafette arrivée hier nous fournit des dates de Montréal du 2 du courant. Les nouvelles que nous recevons ne nous parviennent que par l'entremise des feuilles royalistes, aussi portent-elles le caractère de l'exagération la plus outrée.

D'après le Courier, la victoire remportée par les troupes du gouvernement sur les patriotes, à Saint-Charles, fut plus complète qu'on ne l'avait dit: le carnage fut si grand dans cette affaire, que l'on n'en a publié aucun détail. Cependant le Courier fait monter la perte essuyée par les insurgés à 500 hommes tués par le plomb, le feu et l'eau.

Le Transcript de Montréal, de son côté, dit que le général Brown ayant déployé les drapeaux qu'il avait lui même arborés, a été arrêté par son propre parti. Il fut décidé d'abord qu'on le ferait juger par une cour martiale, et qu'ensuite on le fusillerait; mais le général ayant protesté de son innocence, et annoncé qu'il ne partait que pour aller chercher des secours pour l'armée, on le fouilla et on trouva sur lui une somme d'environ $ 3,000, ce qui confirma les soupçons que l'on avait qu'il trahissait indignement la cause libérale. On s'empara de cet argent, et Brown fut honteusement renvoyé.

N'ous ne croyons pas un mot de ce rapport.

Le *Herald*, néanmoins, quoique feuille royaliste, annonce que les révoltés organisent des levées considérables de monde dans le nord de la ville, qu'ils construisent des fortifications et qu'ils ont l'air de vouloir en venir à une affaire avec les forces de la reine. Seulement ce journal le bruit aurait couru que le maître des postes, à Vaudreuil, s'était joint au camp des patriotes et qu'il fût à diguen fait.

Un négociant du port dit tenir de la compagnie du chemin à essil ses et de la banque d'Aiexandrie, a été pris et tué. Six matons, il a été ordonné qu'il en serait fait de même à 250 exemplaires, ainsi que des documents et correspondances avec le comité de département de la marine, qui contenaient des détails sur cette chambre les causes réelles de ses troubles.

L'ordre intérieur laisse à désirer, par M. Whittlesey, de l'Ohio, que l'orateur ne soit plus maintenant à la disposition des comités permanens de la chambre, soutint qu'il était impossible qu'il pût se consacrer à ses devoirs d'une manière convenable.

M. Everett, de Vermont, dit, qu'à son opinion, cette question méritait être remise jusqu'à nouvel ordre. Il avait été décidé qu'un ordre fut introduit que les comités ne pourraient siéger pour la place au moment de nommer les orateurs. Il remarquait que c'était une erreur. Plusieurs membres qui jusqu'ici n'avaient été des membres très actifs de comités, se disent par encore arrivés. Il espérait que cet ordre serait remis à un autre jour.

M. Everett fit la motion de remettre la considération de cet ordre jusqu'à demain.

La question est négative.

Les campagnes des Floridas.

La députation de M. Underwood fut prise en considération.

Ricord, que le secrétaire de la guerre soit prévenu de présenter au congrès, des copies de tous les rapports et renseignemens donnés aux commandans en chef des forces de la Floride, l'autorisant à lever des troupes; un de prendre ses services des volontaires, pour arrêter les hostilités des indiens; et que le secrétaire spécifie quelle sont les meilleurs places pour se procurer les approvisionnemens nécessaires, le nombre de ces indiens, les tribus aux quelles ils appartiennent, la durée de leurs services, et le montant de leur paie; et que le secrétaire donne connaître le nombre de volontaires qui ont été employés dans le service, pour continuer à la guerre en Floride.

M. Briggs, amende la dite résolution, en y ajoutant ce qui suit:

Que nonobstant de toutes les dépenses encourues, et le nombre de toutes les troupes employées, depuis le commencement de la guerre."

M. Underwood accepte cet amendement, et la résolution, ainsi amendée, est adoptée.

M. Carter, du Tennessee, fit la motion que la partie du message du président, relative à l'établissement d'un arsenal sur les eaux de l'Ouest, soit référée à un comité spécial.

L'orateur fit voir que la motion n'était pas pour le moment à l'ordre, le message du président ayant été référé à un comité général; mais serait à l'ordre dans le comité spécial.

L'orateur présente une ou deux autres communications de peu d'intérêt, puis

La séance est levée.

FRANCE.

NOUVELLES DIVERSES.

—Prétendu vrais de guerre ont été enfin affectés à la surveillance de la pêche de la baleine dans les mers que fréquentent le plus particulièrement nos navires baleiniers. Le frégate la *Vénus*, commandée par M. Dupetit-Thouars, fait déjà de rapides à dans l'océan Pacifique par le brick *l'Alerte*, parti de Toulon pour croiser dans les mers du Sud; et pendant que la corvette l'*Héroïne*, commandée par M. Cécile, capitaine de frégate, parcourra les îles où, dans son premier voyage, elle a fait un grand accueil aux bâtimens de pêche, la *Vénus* et l'*Alerte* continueront à explorer les parages où leur présence pourra devenir le plus utile à nos capitaines baleiniers.

Journal du Havre.

On écrit de Marseille, le 16 octobre:

"La santé publique est tout à fait rétablie; on n'a enregistré samedi que dix décès, et hier que six, sans qu'on en ait attribué un seul au choléra.

Obsèques de la reine Hortense.

On écrit d'Arenenberg, 18 octobre:

"Hier ont été célébrées les obsèques de la reine Hortense. A neuf heures du matin le clergé d'Ermatingen, ayant à sa tête l'abbé de Reutlingen, célébra le convoi du cercueil, qui avait été placé dans le corps. Le cortége s'est mis en marche. Derrière le catafalque, au drame duquel brillait la couronne royale, le prince Napoléon-Louis marchait le premier et seul, opposant à la douleur un mâle courage; mais traînaient, par la faiblesse de ses traits, les angoisses de son cœur.

"Devant le cercueil, marchaient les trois serviteurs de la reine qui, partis de France avec elle, l'ont servie pendant l'exil avec le même amour que dans la prospérité. Après ces personnes venaient et les parens, les amis de la famille, et les habitans de la contrée, parmi lesquels on pouvait remarquer un grand nombre de prêtres catholique, les députés à la Diète fédérale, les députations envoyées par le gouvernement du canton de Turgovie et de la ville de Constance, et une foule innombrable de curieux de toutes les classes, non pour satisfaire une vaine curiosité, mais pour remplir un devoir imposé par la reconnaissance et le respect.

"Au bout d'une heure, le cortége est arrivé à l'église d'Ermatingen. L'abbé Nicolai, professeur au collége de Constance, a prononcé une courte oraison funèbre dans laquelle il a rappelé les événemens d'une vie si pleine et si agitée. Ces événemens et ces images, reproduits en traits rapides et colorés, on fait une impression profonde.

"Le service a commencé, et les chants religieux et sublimes du *Requiem* de Mozart se mêlaient aux prières des ministres du culte, ont porté au plus haut degré dans toutes les âmes le sentiment de la douleur la plus véritable peut-être. Après deux heures consacrées à ces saintes cérémonies, le cortége funèbre a quitté l'église, et s'est remis en marche pour retourner à Arenenberg.

"Le cercueil a été renfermé dans la chapelle du château jusqu'au moment où il doit en sortir pour toujours. On attend la réponse du gouvernement français à la demande qui lui a été adressée pour répondre aux vœux exprimés par la reine mourante. Elle a désiré être déposée à Rueil, auprès de la mère de l'impératrice Joséphine, sa mère. Cet espoir, qui a soutenu et adouci ses derniers momens, sera-t-il déçu?"

—Il a été demandé au ministère la permission de déposer les restes mortels de la duchesse de Saint-Leu à Rueil, à côté de ceux de sa mère, l'impératrice Joséphine. Cette permission a été tout de suite accordée, et les passeports nécessaires ont été immédiatement délivrés.

JOURNAL DU SENAT
DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

SECONDE SESSION DE LA TREIZIEME LEGISLATURE.

MARDI, 12 déc. 1837.

Le Sénat s'est assemblé conformément à l'ajournement.

Membres présents: MM. Ch. Derbigny, président; Bossier, Briscoe, Garcia, Hoa, Johnson, Lewis, Labauve, Olivier, Penn, Porche, Scott et Winn.

AVIS.

M. Bossier a donné avis qu'il présentera un bill intitulé: "Acte pour accorder un privilége à Jean Ellis, pour tenir un bac (ferry) sur le lac Pongpont, dans la paroisse des Natchitoches."

M. Bracco a donné avis qu'il présentera un acte pour diviser la paroisse de Concordia, et pour d'autres objets.

M. Ducros a donné avis qu'il présentera un acte pour supplémenter à l'article onze cent soixante et dix-huit du Code civil de la Louisiane.

M. Hoa a donné avis qu'il présentera un acte pour amender la seconde section du code de procédures, approuvé le 25 mars 1831."

M. Garcia a donné avis qu'il présentera un acte pour étendre la juridiction des juges de paroisse, dans certains cas.

M. Winn a donné avis qu'il présentera un acte accordant certaine compensation à E. R. Wilson, pour services rendus à l'Etat.

M. Winn a présenté un mémorial de plusieurs habitans de la paroisse des Rapides, refusé à un gérant de la législature, publié en 1836, concernant un impôt de $ 100 à prélever sur chaque associé à hôtelleries, auberges cabarets, etc., lequel acte semble n'avoir pas été approuvé et signé par le gouverneur.

Sur motion de M. Winn, le susdit pétition a été référée au comité judiciaire.

M. Winn a donné avis qu'il introduira un acte pour amender l'acte de 1836 relatif à l'Imprimeur de l'Etat.

M. Bossier a présenté une résolution invitant l'imprimeur vivil à faire plusieurs relevés dans la paroisse des Natchitoches.

MESSAGES.

Mr. Cucullier, greffier de la Chambre, a demandé le concours du Sénat à une résolution nommant un Comité réuni pour présenter un bill sur la répartition de la Représentation de l'Etat dans la Chambre des Représentans.

Conseil de la part de la Chambre Messrs. Slidell, Kenner, Lawson, Patin, Louis Thomas, Phelps, Beckham.

Cette résolution a subi sa première lecture.

M. Winn présente la résolution suivante:

Résolu que huit comités réunis soient nommés, chacun desquels composé de deux membres de la part du Sénat et membres de la part de la Chambre.

Un pour la Banque des Citoyens de la Louisiane, et pour la Banque d'Orléans.

Un pour la Banque de l'Union de la Louisiane, et pour la Banque des Marchands et Artisans.

Un pour la Banque Consolidée et pour la Banque du Canal.

Un pour la Banque de l'Etablissement au moyen de gaz, et pour la Banque d'Atchafalaya.

Un pour la Banque de l'Etat de la Louisiane, et pour la Banque de Carrollton.

Un pour la Banque de l'Etat de la Louisiane, et pour la Banque de la Nouvelle.

Un pour la Banque